

# LE DIRECTOIRE GÉNÉRAL DE LA SOCIÉTÉ DU DIVIN SAUVEUR



Contenant les modifications faites  
par les Chapitres Généraux depuis 1987

Publié par le Généralat  
de la Société du Divin Sauveur  
Rome, le 21 Juillet 2019

MMXIX

**LE DIRECTOIRE GÉNÉRAL  
DE LA  
SOCIÉTÉ DU DIVIN SAUVEUR**



Contenant les modifications faites  
par les Chapitres Généraux depuis 1987

Publié par le Généralat  
de la Société du Divin Sauveur  
Rome, le 21 Juillet 2019

MMXIX

## CHAPITRE I

### NOTRE VOCATION ET MISSION SALVATORIENNES

#### 1.1

L'emblème de la Société montre l'image du Sauveur enseignant avec en arrière-plan la croix et l'inscription circulaire : JESUS CHRISTUS, DEI FILIUS, SALVATOR (Jésus Christ, Fils de Dieu, Sauveur).

#### 1.2

Le sceau de la Société porte la même image du Sauveur enseignant avec la croix, mais avec l'inscription propre à la fonction respective.

#### 1.3

Avec l'habit de la Société, nous portons un cordon à quatre nœuds qui symbolisent les trois vœux et l'apostolat. Les Statuts Provinciaux spécifient selon quelles modalités on porte l'habit, dans le respect des coutumes de l'Église locale.

#### 1.4

La fête principale de notre Société est la Nativité de Notre Seigneur et Sauveur. La plus importante des fêtes mariales est celle de la Mère du Sauveur (le 11 octobre). Nous célébrons la fête de notre fondation le jour de l'Immaculée Conception (le 08 décembre) ; ce jour-là, nous renouvelons notre engagement envers Dieu dans la Société.

Nous vénérons Marie aussi en tant que Reine des Apôtres.  
 Nous célébrons les fêtes de nos patrons  
 et nous commémorons la fête de la Bienheureuse Marie des Apôtres  
 (le 05 septembre) et l'anniversaire de la mort  
 de notre Fondateur (le 08 septembre).

### 1.5

Sont membres de la Société tous ceux qui ont prononcé  
 les vœux dans la Société :  
 prêtres, diacres, frères et scolastiques,  
 conformément à nos Règles et au Droit universel de l'Église.  
 En vertu de leur baptême et de leur profession religieuse,  
 il existe parmi tous les membres une égalité fondamentale  
 en ce qui concerne la dignité et l'action par laquelle tous participent  
 dans notre vie communautaire et notre mission en accord  
 avec la condition et la fonction de chacun.

### 1.6

La Société du Divin Sauveur,  
 la Congrégation des Sœurs du Divin Sauveur  
 et la Communauté Internationale du Divin Sauveur  
 constituent la Famille Salvatorienne.  
 Tous sont inspirés par le même charisme  
 et sont envoyés pour la même mission.  
 Fidèles à la vision du Père Jordan,  
 la Société s'efforce de remplir sa mission  
 en collaborant avec la Congrégation  
 et avec la Communauté Internationale.  
 La Société promeut aussi les idéaux salvatoriens  
 parmi les gens et les encourage à prendre des engagements apostoliques  
 pour édifier l'esprit chrétien dans leur entourage.

## CHAPITRE II

### NOTRE VIE APOSTOLIQUE

#### 2.1

Chaque Province a le devoir et le droit  
 de choisir ses propres ministères apostoliques  
 en accord avec l'Église locale.  
 La Province définit dans ses Statuts  
 les procédures à suivre pour accepter,  
 pour suivre ou mettre fin à un ministère apostolique.  
 Dans le choix de ses activités apostoliques,  
 la Province prend en considération  
 les recommandations et suit les ordonnances  
 du Chapitre Général et consulte le Généralat.  
 Si les orientations apostoliques d'une Province doivent être changées,  
 celle-ci en demande l'autorisation au Généralat.

#### 2.2

Le Chapitre Provincial a le devoir  
 de porter un jugement de valeur  
 sur les différents ministères apostoliques de la Société  
 et de les adapter aux besoins des temps.

#### 2.3

On attend des membres de la Société  
 la disponibilité à s'engager  
 dans les activités apostoliques de la Société et qu'ils les appuient.

#### 2.4

Conformément à la volonté du Christ  
 que tous soient un, nous coopérons volontiers  
 aux efforts œcuméniques dans le peuple de Dieu.

**2.5**

Les Provinces ont le devoir de désigner des membres et des coopérateurs pour le service des Églises en développement, de les préparer à ce service et de les aider spirituellement et matériellement.

**2.6**

Avant de commencer leur ministère dans l'Église d'autres pays ou cultures, les membres recevront un entraînement spécial pour être à même de comprendre le mode de vie et la mentalité du peuple qu'ils veulent servir et de s'y adapter.

**2.7**

Suivant l'esprit de notre Fondateur, nous employons tous les moyens modernes de communication dans nos apostolats.

**2.8**

Chaque Unité et la Maison Mère ont une police compréhensive de sauvegarde pour la protection des enfants, des adolescents et des adultes vulnérables.

- a) Cette police est approuvée et promulguée par le Supérieur Général avec le consentement de son Conseil et est revue une fois pendant chaque mandat du Généralat.
- b) La police est mise en œuvre au niveau de chaque Unité par un organe permanent

qui compte en majorité des membres laïcs, spécialistes en la matière.

- c) Tout apostolat avec des enfants ou des adultes vulnérables sous le contrôle de notre Société doit avoir sa propre politique de sauvegarde.
- d) Cette police de sauvegarde a pour visée :
  - i. La création de commissions de sauvegarde dans chaque Unité avec le concours des experts laïcs;
  - ii. L'investigation neutre et objective de toutes les allégations;
  - iii. La prestation des services de compassion et des soins aux victimes;
  - iv. La gestion appropriée des membres accusés;
  - v. La saisie des autorités civiles compétentes;
  - vi. La formation régulière des membres tant dans la formation initiale que permanente sur la conduite appropriée et la réalité de la méconduite sexuelle;
  - vii. Les polices et procédures de l'Église universelle et locale.

**2.9**

Afin d'assurer la mise en œuvre des polices de sauvegarde :

- a) Les Supérieurs des Unités rapportent en temps opportun, au Supérieur Général, toutes les allégations de déviation sexuelle envers des enfants ou adultes vulnérables, commises par un membre,

avec un compte rendu

des mesures prises dans chaque cas.

- b) Le Généralat établit des procédures pour s'assurer de la réception de tout rapport sur toutes les allégations d'abus envers les enfants ou les adultes vulnérables contre nos membres, par un questionnaire annuel adressé aux Supérieurs des Unités. Il examine toutes les mesures prises par les Unités pour s'assurer que les procédures appropriées ont été suivies.

## CHAPITRE III

### NOTRE VIE SELON LES CONSEILS ÉVANGÉLIQUES

#### *LES CONSEILS ÉVANGÉLIQUES EN GÉNÉRAL*

##### 3.1

Les membres s'engagent dans la Société du Divin Sauveur à vivre selon les conseils évangéliques de chasteté, de pauvreté et d'obéissance, d'abord en prononçant leurs vœux temporaires et, par la suite, leurs vœux perpétuels.

##### 3.2

Un document, désignant l'endroit et la date de la profession temporaire ou perpétuelle, doit être signé aussi bien par celui qui fait sa profession que par celui qui la reçoit. Ce document doit être conservé aux archives provinciales.

#### *LA PAUVRETÉ*

##### 3.3

Les Statuts provinciaux stipuleront que les documents spécifiques dont parlent les articles 317 et 318 soient rédigés au moment convenable et de manière à être valides devant les lois civiles. Ces documents seront conservés aux archives provinciales.

##### 3.4

En règle générale, la communauté pourvoit de manière égale aux besoins de tous ses membres.

Concernant les besoins individuels, elle prend en considération les situations personnelles, comme le travail, l'âge et la santé.

### 3.5

Les comptes et les fonds personnels sur lesquels la communauté n'a aucun pouvoir sont interdits. Les membres rendent compte de tout usage d'argent, selon les normes des Statuts provinciaux.

### 3.6

La Société n'utilise ses biens que pour la formation et l'entretien de ses membres, pour l'accomplissement de sa mission, l'amélioration de la condition de vie des pauvres et des indigents, et pour le soutien des œuvres charitables. Les Statuts provinciaux définissent les normes concrètes en ce domaine.

### 3.7

Partout dans le monde où vivent les Salvatoriens, leur mode de vie sera marqué par la simplicité et le détachement. Nos communautés doivent éviter tout luxe et toute recherche de profit ainsi que l'accumulation de richesses collectives. Les Statuts provinciaux définissent les normes à suivre en ce domaine.

### 3.8

Autant que possible, chaque communauté se suffit à elle-même et contribue

à l'administration et au développement de la Province, à l'éducation et à la formation des membres et au soin particulier des malades et des retraités.

### 3.9

La communauté de biens a pour conséquence que tous les membres et toutes les communautés d'une Province donnent leur appui aux formes d'apostolat qui ont priorité dans cette Province. Elle implique en outre la solidarité des Provinces entre elles, avec les Missions et la Société dans son ensemble.

## *L'OBÉISSANCE*

### 3.10

Les membres de chaque communauté se réunissent régulièrement pour échanger entre eux en respectant les intérêts des membres individuels, ceux de la communauté, de la Société et de l'Église, et cela dans le but de mieux discerner et accomplir la volonté de Dieu.

### 3.11

C'est le devoir du Supérieur d'amener sa communauté à prendre une décision et de s'assurer de sa mise en application. Si aucune décision commune n'est prise, la décision du Supérieur devra être suivie.

### 3.12

Les membres qui ont des problèmes de conscience au sujet d'une tâche qui leur est assignée

devraient s'interroger sincèrement  
sur leur propre position et sur celle du Supérieur  
et de la communauté.  
S'ils le croient nécessaire, ils peuvent faire appel.

## CHAPITRE IV

### NOTRE VIE COMMUNAUTAIRE

#### 4.1

Les Statuts provinciaux donnent des directives  
en vue de maintenir et de promouvoir  
la vie communautaire.

#### 4.2

Les affaires privées de la communauté  
et de ses membres doivent être traitées avec respect et discrétion.

#### 4.3

Les Statuts provinciaux  
règleront les visites à la famille, les vacances et les voyages personnels.

#### 4.4

Notre préoccupation fraternelle  
s'étend aussi à ceux qui ont quitté la Société ;  
nous restons en contact avec eux autant que possible.

#### 4.5

Nous cultiverons l'hospitalité dans nos maisons.  
Parents, proches, bienfaiteurs et coopérateurs  
y sont particulièrement bienvenus  
et occupent une place spéciale dans nos prières.

#### 4.6

Ceux qui travaillent dans nos services  
de communauté sont traités  
selon les exigences de la justice sociale  
et de la charité chrétienne.



## CHAPITRE V

### NOTRE UNION AVEC LE CHRIST

#### 5.1

Dans nos maisons et notre ministère pastoral,  
nous encouragerons une liturgie vivante  
pour que tous puissent y participer activement.

#### 5.2

Tous les jours, nous consacrons  
au moins une demi-heure à la méditation  
et un temps à la lecture spirituelle.

#### 5.3

Nous reconnaissons l'importance  
de la maîtrise de soi et de la vie ascétique,  
ainsi que la nécessité  
d'une bonne santé physique et psychique  
comme partie intégrante de la vie spirituelle.  
Les Supérieurs et les communautés  
veilleront à offrir à leurs membres  
une bonne direction spirituelle  
et à encourager à chercher de l'aide si nécessaire.

## CHAPITRE VI

### NOTRE FORMATION INITIALE ET PERMANENTE

#### *LES VOCATIONS*

##### **6.1**

Les provinces se donnent un personnel compétent,  
un programme adéquat et des moyens matériels  
en vue de susciter des vocations  
pour l'Église et pour la Société.  
Les Statuts provinciaux en précisent les modalités.

##### **6.2**

C'est la responsabilité de chaque membre  
de chercher des vocations.  
Nous donnons notre appui  
à la journée mensuelle de prière pour les vocations.

#### *L'ADMISSION DANS LA SOCIÉTÉ*

##### **6.3**

L'admission au noviciat est précédée de la candidature.  
Les Statuts provinciaux précisent  
les critères d'admission à la candidature,  
les normes concernant sa durée et sa forme,  
ainsi que toute autre modalité concrète.

#### *LE NOVICIAT*

##### **6.4**

Le programme d'études du noviciat  
comprend au moins les éléments suivants :  
la bible et les questions principales de la foi,  
la vie religieuse et les vœux, nos règles,

notre charisme et notre histoire,  
l'étude des aspects sociaux, culturels  
et théologiques du ministère.  
Pendant le noviciat, on ne fait pas d'études professionnelles.

### 6.5

Chaque Province a le droit  
d'intégrer à son programme de noviciat  
des périodes d'activités apostoliques  
accomplies hors de la maison du noviciat,  
conformément au droit universel de l'Église.

### 6.6

Les novices sont placés sous la direction du maître des novices,  
qui est responsable de la mise en œuvre  
du programme de formation du noviciat.

## ***LA PROFESSION TEMPORAIRE ET PERPÉTUELLE***

### 6.7

Le noviciat se termine  
par la profession temporaire.

### 6.8

Ceux qui ont fait leur profession temporaire  
sont membres de la Société.  
Et par la profession perpétuelle,  
ils sont définitivement incorporés au sein de notre communauté  
avec tous les droits et devoirs décrits dans nos règles.

### 6.9

La formation initiale d'un membre  
se poursuit pendant sa profession temporaire  
et ses études ordinaires.

Ceux qui étudient en vue du sacerdoce  
ou du diaconat permanent restent sous la direction  
d'un responsable de formation,  
et cela jusqu'à leur ordination et/ou à la fin  
de leurs études théologiques ordinaires.

### 6.10

La profession temporaire est renouvelée chaque année  
pendant au moins trois ans et pas plus de six ans normalement.  
Dans des cas exceptionnels,  
cette période peut être étendue à neuf ans.  
Cette profession peut être anticipée  
conformément aux prescriptions du Droit universel de l'Église.  
Les Statuts provinciaux peuvent donner  
des précisions à l'intérieur de ces limites.

### 6.11

Les membres sont admis à la profession temporaire et perpétuelle  
au cours d'une cérémonie décrite  
dans le Rituel de la Profession Religieuse.  
Une retraite précède l'émission publique des vœux.  
Des normes plus concrètes  
sont données dans les Statuts provinciaux.

## ***LA FORMATION PERMANENTE***

### 6.12

Tous les membres ont le devoir de participer à des programmes  
de formation personnelle ou professionnelle.  
Les Statuts provinciaux en définissent  
les façons de faire et assurent le personnel  
et les fonds nécessaires.

**6.13**

Il est nécessaire que tous les membres aient des temps de loisir et gardent un sain équilibre entre le travail et les temps de relâche.

**LES PROGRAMMES DE FORMATION****6.14**

Chaque province établit un programme de formation initiale et permanente qui respecte le charisme et le but apostolique de notre Société, les directives de l'Église et les conditions sociales et culturelles du pays. Les programmes de formation initiale doivent être soumis à l'approbation du Généralat.

**6.15**

Chaque fois qu'il paraît souhaitable, on peut établir un programme commun de formation sur une base interprovinciale ou régionale. En outre, les provinces coopèrent en échangeant le matériel et les méthodes concernant la formation.

**6.16**

Les provinces réexaminent de temps en temps leurs programmes de formation afin de s'assurer qu'ils répondent à leurs besoins.

**6.17**

Toutes les provinces donnent à leurs membres qui en sont capables l'occasion de se préparer à la direction de la formation initiale et permanente.

**CHAPITRE VII****LA DIRECTION DE LA SOCIÉTÉ****LA DIRECTION EN GÉNÉRAL****7.1**

Les principes suivants règlent notre participation au gouvernement :

**a) La coresponsabilité.**

Celle-ci exige que tous les membres se sentent responsables de l'essor de la Société en tant que communauté. C'est pourquoi les membres assument leurs parts de la responsabilité communautaire en participant activement aux différentes formes de direction, en s'exerçant à la collaboration sincère et au dialogue, en se consultant entre eux et en consultant ceux qui servent la communauté en y exerçant une fonction.

**b) La subsidiarité veut dire que les décisions sont prises au plus bas niveau possible et au plus haut niveau nécessaire.**

Celle-ci sauvegarde la libre initiative et l'autonomie relative des individus et des Unités administratives inférieures vis-à-vis des autorités supérieures. Les niveaux Supérieurs coordonnent et unissent les efforts des niveaux inférieurs. Ils stimulent les objectifs des niveaux inférieurs et les aident s'il le faut.

Les niveaux Supérieurs n'interviennent que si le bien général, le bien de l'Unité administrative en question ou celui des Unités inférieures l'exigent.

**c) La solidarité exige que tous les membres et tous les groupes respectent le bien de tous, aussi bien à un même niveau**

qu'à des niveaux différents.

Les Unités coopèrent dans les actions et les directives du Généralat dans le but de promouvoir le bien commun.

**d) L'obligation de rendre compte ;**

Celle-ci exige que tous les membres soient disposés à accepter les directives légitimes de ceux qui détiennent l'autorité et que ceux-ci veillent à ce que les membres adhèrent à l'esprit, à la tradition et aux règles de la Société.

Ceux qui exercent une fonction en sont responsables devant Dieu, l'Église et la communauté.

Ceux qui sont chargés d'une responsabilité particulière dans la Société font un rapport clair de leur administration, comme le précisent les règles.

## 7.2

Les voix actives et passives sont définies plus amplement comme suit :

**a) Les membres vivant et travaillant**

sous contrat dans une autre Unité ont voix active et passive dans cette Unité tant qu'ils sont sous contrat. Ils gardent la voix passive dans leur Unité d'origine seulement selon les termes du contrat.

**b) Les membres du Généralat et l'Économe Général gardent la voix active dans leur Province.**

Les autres officiers et collaborateurs du Généralat gardent la voix active et passive durant leur absence de la Province, selon les termes du contrat entre la Province et le Généralat.

**c) Les membres excommuniés**

n'ont ni voix active, ni voix passive.

**d) Les membres peuvent exercer la voix active seulement dans une Unité à la fois.**

## LE CHAPITRE GÉNÉRAL

### 7.3

Pour la convocation d'un Chapitre Général, on observe la procédure suivante :

**a) Le Supérieur Général convoque**

le Chapitre Général ordinaire neuf mois avant son ouverture.

**b) Dans sa lettre de convocation, il communique**

la date et le lieu du Chapitre Général, qui ont été fixés par le Conseil Général après consultation du Synode Général.

**c) Le Supérieur Général indique aussi**

les questions générales qui seront discutées par le Chapitre Général, mais d'autres sujets peuvent être ajoutés à l'ordre du jour à la demande des Chapitres provinciaux et des membres individuels.

**d) La lettre du Supérieur Général**

rappelle aux membres l'importance du Chapitre et les exhorte à soutenir le Chapitre par leurs prières.

### 7.4

Dans les quatre mois qui suivent l'envoi de la lettre de convocation, chaque Province tient un Chapitre où l'on choisit les délégués au Chapitre Général et où l'on formule des propositions pour le Chapitre Général. Les résultats de ces Chapitres sont envoyés au Généralat dans les cinq mois qui suivent l'envoi de la lettre de convocation.

### 7.5

Le Généralat désigne les secrétaires, les traducteurs, les rapporteurs et autre personnel nécessaire pour que le Chapitre puisse être efficace.

### 7.6

L'élection des délégués et de leurs substituts au Chapitre Général se fait de la manière suivante :

des provinces, pro-provinces et vicariats,  
sur la base proportionnelle suivante :  
par tranche de 50 membres ou moins,  
avec profession temporaire ou perpétuelle,  
les Unités élisent un délégué à vœux perpétuels.  
Un membre est compté uniquement dans l'Unité, où il exerce une voix active.  
Le compte est fait à partir du jour où le Supérieur Général  
adresse sa lettre de convocation.

### 7.7

Le Généralat ou le Chapitre Général peut, de sa propre initiative  
ou à la demande d'une Province, inviter des periti au Chapitre Général.  
Ceux-ci ne sont pas membres du Chapitre Général  
et n'ont pas voix active dans le Chapitre  
ni voix passive pour aucune fonction dans celui-ci.

### 7.8

Avant la première session du Chapitre Général,  
le Généralat publie la procédure et l'ordre du jour  
pour sa considération par les membres du Chapitre.

### 7.9

Sous la présidence du Supérieur Général, les capitulaires discutent,  
amendent et approuvent la procédure et l'ordre du jour ;  
ils peuvent établir des comités et leur désigner des tâches.

### 7.10

On choisit les autres officiers du Chapitre Général de la façon suivante :

- a) Après avoir obtenu le consentement des candidats,  
le président propose des membres du Chapitre Général  
pour l'élection aux fonctions suivantes :  
scrutateurs, secrétaires du Chapitre et deux vice-présidents.

La procédure suivie pour ces élections  
est celle qu'on suit pour l'élection des conseillers généraux.

- b) Les présidents des comités du Chapitre Général  
sont élus par les membres des comités respectifs  
selon la procédure adoptée par chaque comité.

### 7.11

Le comité de coordination se compose du président et de deux vice-présidents,  
du secrétaire du Chapitre et d'un membre du Généralat.  
Il dirige la marche du Chapitre et a le pouvoir de proposer des changements  
dans l'ordre du jour et dans la procédure s'il le juge nécessaire.  
Il fixe l'horaire et coordonne les travaux des comités  
et les sessions plénières du Chapitre.  
Le président du Chapitre est en même temps  
le président du Comité de coordination.  
Il agit officiellement au nom du Chapitre  
et soumet les procès-verbaux du Chapitre.

### 7.12

Les scrutateurs du Chapitre veillent à ce que les bulletins de vote remplis  
soient valablement déposés dans l'urne,  
c'est-à-dire secrètement et séparément.  
Avant de dépouiller le scrutin, ils comptent les bulletins.  
Le nombre de bulletins ne peut pas excéder le nombre des votants présents.  
Ensuite ils procèdent au dépouillement du scrutin  
en lisant les votes à haute voix.  
Après le dépouillement, le président du Chapitre  
proclame les résultats officiels du scrutin.

### 7.13

Les rapporteurs du Chapitre  
prennent note des délibérations des sessions plénières.

Ils les rédigent promptement  
et les mettent à la disposition des capitulaires.

#### 7.14

Le secrétaire du Chapitre coordonne les services du secrétariat.  
Il fait traduire, écrire à la machine, photocopier  
et distribuer aux capitulaires tout le matériel.  
Il voit à ce que le Chapitre choisisse une équipe de travail pour lire,  
approuver et signer le protocole.

#### 7.15

Le Chapitre Général peut confier des tâches particulières aux comités.  
Ceux-ci ont le devoir d'étudier les questions qui leur sont soumises,  
de discuter les formulations de la Commission Préparatoire  
et de faire des propositions écrites qui seront discutées aux sessions plénières.  
Chaque comité présente et explique ses propositions à la session plénière.

#### 7.16

Le Chapitre Général détermine,  
à la majorité absolue des électeurs présents,  
quand commencera la procédure d'élection du Généralat.  
S'il y a un pré-scrutin pour l'élection du Supérieur Général,  
un jour au moins doit s'écouler avant l'élection.  
Après l'élection du Supérieur Général,  
on lui laissera le temps nécessaire pour choisir ses candidats aux fonctions  
de Vicaire Général et de conseillers généraux.  
Tout membre élu au Généralat,  
qui n'est pas présent en qualité de membre du Chapitre Général,  
a voix active pour le reste du Chapitre.  
Les membres du Généralat précédent  
continuent d'avoir voix active et passive au Chapitre.

#### 7.17

Le président du Chapitre accepte ou propose  
la motion pour clore le Chapitre.  
Cette motion doit être acceptée  
par la majorité des deux tiers des personnes présentes.  
Le Chapitre peut transmettre au Généralat  
les questions en suspens qui ne nécessitent pas  
de décisions importantes impliquant toute la Société.

#### 7.18

Les procédures des Chapitres généraux extraordinaires  
sont celles des Chapitres ordinaires,  
mais qui sont adaptées par le Généralat.

#### 7.19

Les membres du Généralat sont élus de la manière suivante :

- a) Le Supérieur Général est élu par le Chapitre Général  
par la majorité absolue des assistants  
conformément aux procédures suivantes :  
Avant de passer à l'élection proprement dite,  
le Chapitre Général peut décider de passer un ou plusieurs votes tests  
où chacun des électeurs donne deux noms par ordre de priorité.  
Les résultats de ces votes tests sont publiés,  
indiquant le nombre des premiers et seconds choix  
que chaque membre a obtenu.  
Au premier scrutin, les électeurs écrivent le nom de leur candidat.  
Ils sont libres de voter pour celui qu'ils estiment être digne  
parmi ceux qui sont éligibles au poste.  
Si aucun candidat n'obtient la majorité absolue des participants,  
la procédure est répétée dans un deuxième  
ou troisième scrutin, si nécessaire.

Au quatrième scrutin, les deux membres (ou se rapprochant le plus possible des deux) ayant obtenu le plus grand nombre de voix au troisième scrutin sont placés sur la liste.

Si ce scrutin n'aboutit pas à une élection, un cinquième scrutin aura lieu de la même manière que le quatrième. Si le cinquième scrutin échoue, le membre ayant fait profession le premier, est élu, ou, si les deux ont fait profession en même temps, le membre le plus âgé est élu Supérieur Général.

- b)** Le Vicaire Général est proposé par le Supérieur Général et élu par le Chapitre Général de la façon suivante : le Supérieur Général soumet jusqu'à trois noms des membres éligibles et l'élection se fait de la même manière que l'élection du Supérieur Général.
- c)** Les autres conseillers généraux sont proposés et élus de la manière suivante : après consultation avec le Vicaire Général et d'autres capitulaires, le Supérieur Général, soucieux de la tâche à réaliser, propose un membre éligible pour chacun des postes à pourvoir et soumet la liste des candidats proposés au Chapitre Général. Le Chapitre Général étudie la proposition pour chaque poste tour à tour, et l'élection se fait de la même manière que celle du Supérieur Général.

## 7.20

Le Chapitre Général revoie la vie et l'esprit apostolique de la Société à la lumière du charisme de la Société.

Il prend toutes ses décisions par vote ou par élection.

Toutes les décisions nécessitent une majorité absolue des voix sauf indication contraire.

Les tâches du Chapitre Général consistent :

- a)** à apporter des modifications aux Constitutions, qui seront ensuite soumises à l'approbation du Saint-Siège ; ces modifications requièrent la majorité des deux tiers ;
- b)** à réviser le Directoire Général ; ces modifications requièrent la majorité des deux tiers ;
- c)** à évaluer les Ordonnances et Directives prescrites par le Chapitre Général précédent ;
- d)** à prescrire des nouvelles Ordonnances et Directives ;
- e)** à élire le Supérieur Général, les Conseillers Généraux, l'Économe Général et d'autres fonctionnaires s'il le désire ;
- f)** à élire les membres de la Commission des Finances ;
- g)** à introduire des changements dans les normes générales relatives aux procédures suivies par la direction internationale ;
- h)** approuver les priorités pour le prochain mandat du Généralat ;
- i)** à établir des Commissions internationales et à définir leur compétence ;
- j)** à revoir les rapports soumis par le Supérieur Général, les Conseillers, l'Économe Général et les Supérieurs Provinciaux, Pro-Provinciaux et des Vicariats ;
- k)** à approuver ou à amender le plan biennal des opérations financières que lui a soumis le Généralat et à rassembler les fonds nécessaires venant des Provinces pour le fonctionnement du Généralat et le soutien des projets internationaux ;
- l)** à prescrire des Ordonnances qui déterminent la compétence du Généralat pour passer



ou résilier des contrats au nom de la Société,  
pour contracter des dettes ou d'autres obligations  
et pour approuver les dépenses ou les investissements de fonds  
à condition que, dans tous ces cas,  
il ne s'agisse que des fonds et des propriétés du Généralat ;

- m)** à pourvoir, à l'intention des membres,  
à la publication des rapports sur la situation générale de la Société  
et sur les actions entreprises par le Chapitre Général.
- n)** à déterminer le délai où les Chapitres provinciaux  
doivent se réunir après le Chapitre Général  
afin d'accomplir ses obligations.

### **LE SYNODE GÉNÉRAL**

#### **7.21**

Le Généralat convoque toutes les sessions du Synode Général  
pour la date et l'endroit déterminés par lui  
après consultation du Synode Général.

Les sessions ordinaires du Synode Général  
ont lieu tous les deux ans après un Chapitre Général.

Le Généralat peut convoquer des sessions extraordinaires  
de sa propre initiative ou à la demande  
d'au moins la moitié des membres du synode.

Pour pouvoir agir valablement,  
les deux tiers des membres doivent être présents.

#### **7.22**

Le Généralat ou le Synode Général peut de sa propre autorité  
ou à la demande d'un Supérieur Provincial,  
inviter des experts au Synode Général.

Les experts ne sont pas membres du Synode Général  
et n'ont pas voix active au synode ni voix passive pour aucune des charges.

#### **7.23**

Les procédures mises en œuvre à toutes les sessions du Synode Général  
sont celles du Chapitre Général, mais adaptées par le Généralat  
et sujettes à l'approbation par le Synode Général.

#### **7.24**

En tant que Conseil Général élargi,  
le Synode Général peut être consulté à tout moment.

La session ordinaire du Synode Général comporte les tâches suivantes :

- a)** examen des rapports qui lui sont soumis par le Généralat,  
les Supérieurs Provinciaux et les officiers du Généralat ;
- b)** évaluer et réviser, si nécessaire,  
les priorités établies par le Chapitre Général ;
- c)** publication à l'intention des membres,  
des rapports sur la situation générale de la Société  
et sur les actions entreprises par le Synode Général ;
- d)** exécution d'autres tâches qui lui sont assignées.

#### **7.25**

Le Supérieur Général a besoin du consentement  
du Synode Général pour :

- a)** clarifier et adapter les ordonnances du Chapitre Général précédent  
conformément aux intentions manifestes du Chapitre ;
- b)** approuver le plan financier biennal  
des opérations soumis par le Généralat  
et y faire des ajustements  
concernant les contributions des Provinces ;
- c)** suppléer au poste vacant de vicaire général.
- d)** définir la méthode de la préparation  
pour le Chapitre Général et la composition  
et la date de la session de la commission préparatoire.

**7.26**

Le Synode Général a le droit de demander, avec la majorité des deux tiers, la convocation d'un Chapitre Général extraordinaire.

**7.27**

La session extraordinaire du Synode Général traite la question pour laquelle elle a été convoquée. Elle peut également accomplir toute tâche relevant d'une session ordinaire.

**7.28**

Tous les membres du Synode Général peuvent voter sur toutes les questions qui leur sont soumises, sauf dans les cas suivants :

- a) l'approbation de leur propre gestion administrative ;
- b) la légalité ou la validité des actions ou des directives de leur Province ;
- c) la mise en pratique des directives émises  
par le Chapitre Général ou le Synode Général, ou reçues du Généralat.

**LE GÉNÉRALAT****7.29**

Le Généralat se compose du Supérieur Général, du vicaire général et d'au moins trois autres conseillers.

Sur recommandation du Supérieur Général entrant, le Chapitre Général détermine par une majorité absolue de tous les présents le nombre des conseillers pour la durée de son mandat.

Tous les conseillers généraux sont élus par le Chapitre Général pour une période de six ans. Ils peuvent être réélus.

**7.30**

En plus des tâches décrites dans les Constitutions, le Supérieur Général avec son Conseil est responsable de l'avancement du but apostolique de la Société,

son expansion, sa formation initiale et permanente et des communications. Les tâches spéciales lui sont confiées par chaque Chapitre Général.

**7.31**

Les officiers du Conseil Général sont :

- a) l'Économe Général,  
élu par le Chapitre Général pour une période de six ans ;
- b) le Secrétaire Général, le Secrétaire général des Missions et le Procureur auprès du Saint-Siège ;  
ils peuvent être conseillers et sont nommés par le Généralat ;
- c) le Postulateur et l'Archiviste, nommés par le Généralat.

**7.32**

Le Supérieur Général assigne aux conseillers généraux, différentes tâches pour le bien de la Société, en tenant compte de leurs capacités particulières.

Le Supérieur Général coordonne et supervise l'exécution des tâches par les conseillers.

Les décisions importantes à prendre concernant l'office et la compétence d'un ou plusieurs conseillers, sont prises par le Supérieur Général avec le vote consultatif des conseillers.

**7.33**

Aux réunions du Généralat, on applique la procédure suivante :

- a) le Supérieur Général, convoque et dirige les réunions ;
- b) une majorité de membres est nécessaire pour atteindre le quorum.  
En l'absence du Supérieur Général, les décisions sont prises seulement avec son approbation.
- c) Une simple majorité suffit pour l'approbation d'une motion, sauf s'il en est stipulé autrement.

Avec le consentement, le Supérieur Général a besoin de la majorité absolue de son Conseil.

- d)** Pour qu'une décision soit valide avec vote consultatif, le Supérieur Général doit écouter son Conseil, mais il est libre de prendre la décision que sa conscience lui dicte.

### 7.34

Le Généralat doit traiter les Statuts provinciaux et leurs modifications dans les trois mois après leur soumission.

Si le Généralat n'approuve pas certains Statuts, il peut en proposer des amendements à la Province. Si les amendements sont acceptés, les Statuts entrent immédiatement en vigueur. Si la Province n'accepte pas ces amendements, elle a le droit de faire appel au Chapitre Général ; les Statuts en question n'entrent pas en vigueur tant qu'ils ne sont pas approuvés.

Il en est de même pour les ordonnances du Chapitre Provincial.

### 7.35

Avec le consentement de son Conseil, le Supérieur Général :

- a)** approuve les ordonnances des Chapitres provinciaux ;
- b)** approuve les programmes de formation initiale des provinces ;
- c)** précise et règle le travail de ceux qui ont la tâche d'assister le Généralat ;
- d)** passe ou annule des contrats au nom de la Société ;
- e)** décide, après avoir consulté les provinces intéressées, de l'extension, de la limitation ou de la suppression d'œuvres individuelles impliquant plusieurs provinces ;
- f)** accorde aux provinces la dispense de certaines règles de la Société

pour une période de temps limitée, comme le prévoit l'article 805 des Constitutions ;

- g)** approuve un plan administratif pour le mandat qui incorpore les priorités et les décisions du Chapitre Général et d'autres sujets, selon les besoins.
- h)** propose de façon conjointe avec la Commission Internationale des Finances, un plan biennal des opérations financières qui sera soumis à l'approbation du Chapitre Général ou du Synode Général ;
- i)** décide, après consultation, de changer le Statut d'une Province ou d'une Pro-Province ;
- j)** décide des dépenses extraordinaires de l'administration générale, comprises entre 10 000 euros et 100 000 euros ;
- k)** donne son approbation aux provinces pour la suppression de maisons ;
- l)** approuve le changement d'orientation apostolique d'une Province ;
- m)** nomme les officiers qui ne sont pas élus par le Chapitre Général ;
- n)** approuve, après avoir consulté le Synode Général et avec la recommandation de la Commission Internationale des Finances, les dettes contractées par le Généralat ou les Provinces de plus de 250.000 euros. Pour une telle décision, la majorité des deux tiers de tous les membres du Généralat est nécessaire ;
- o)** combler la vacance des autres conseillers, de l'Économe Général et des membres de la Commission des Finances ;
- p)** accepte la démission d'un membre de la Commission des Finances ou le remplace ;

- q) Nomme les formateurs des Maisons Internationales de Formation, après consultation des Supérieurs des Unités respectives ;
- r) décide des questions importantes qui concernent le bien commun de toute la Société.

**7.36**

Pour que la démission d'un Supérieur Provincial soit effective, elle doit être acceptée par le Supérieur Général avec le consentement de son Conseil.

Après avoir été mise au courant de cette acceptation, la Province met aussitôt en branle la procédure pour combler cette vacance.

**7.37**

Pour des raisons graves, un Supérieur Provincial peut être révoqué de son office par le Supérieur Général avec le consentement de son Conseil. Voici la procédure à suivre :

- a) le Supérieur Provincial doit être informé de toutes les raisons par le Supérieur Général. Il a le droit de répondre aux accusations et aux motifs évoqués avant qu'on puisse le révoquer de son office. C'est au Supérieur Provincial de décider s'il veut informer son conseil des raisons évoquées.
- b) Si c'est la Province qui prend l'initiative, le Supérieur Général reçoit l'acte formel d'accusation, dans lequel sont présentées les raisons avancées. Cet acte est signé par la majorité du Conseil provincial ou par la majorité des membres du Chapitre Provincial.

- c) Le Supérieur Provincial peut faire appel à la Congrégation pour les Instituts de Vie Consacrée et les Sociétés de Vie Apostoliques, dans le respect du délai.

**7.38**

Au cas où il devient nécessaire ou justifié de renvoyer un membre qui a prononcé ses vœux perpétuels, les prescriptions des canons 694-700 concernant les causes, les procédures et la défense doivent être respectées.

**7.39**

En attendant l'appel d'une Province ou d'un membre, le Supérieur Général avec son Conseil suit les procédures suivantes :

- a) Chacune des deux parties peut faire appel au Supérieur Général conformément aux Statuts Provinciaux.
- b) Si l'appel ne suit pas la procédure ou fait fi des instances juridiques de la Province, il est retourné à son auteur.
- c) Si l'appel a été fait correctement, tous les documents relatifs au cas sont envoyés au Supérieur Général. Ces documents contiennent les accusations portées contre le membre ainsi que sa défense.
- d) Le Supérieur Général avec le consentement de son Conseil, peut décider de maintenir la décision de l'autorité provinciale sans examiner le cas, mais il doit alors formuler les raisons légales pour agir ainsi. Si l'appel est rejeté, le membre peut faire appel au Saint-Siège dans les trente jours qui suivent à compter du jour de la réception de la lettre.

- e) Si le Supérieur Général décide d'examiner le cas, aussi bien l'autorité provinciale que le membre peuvent lui soumettre de nouveaux documents.

## LE SUPÉRIEUR GÉNÉRAL

### 7.40

Les tâches spécifiques du Supérieur Général consistent à :

- a) veiller à l'exécution des décisions du Chapitre Général ;
- b) donner des directives concrètes qui s'imposent pour l'accomplissement des tâches des conseillers généraux, des officiers et des commissions internationales. Il peut également donner des directives et des recommandations aux provinces, conformément aux principes de direction dans nos règles ;
- c) coordonner les projets et les programmes internationaux, et préparer les contrats internationaux et veiller à leur mise en œuvre ;
- d) faire les changements concernant les officiers, avec le consentement de son Conseil.
- e) faire des changements dans les postes du personnel et dans les commissions internationales; avec vote consultatif de son Conseil.

### 7.41

Quand le Supérieur Général publie une décision ou fait une communication officielle, il suit la procédure suivante :

- a) le document, pour être valide, doit être signé par le Supérieur Général et le Secrétaire Général ou son remplaçant ;

- b) il mentionne la politique ou la règle écrite sur laquelle il se base, ainsi que la raison de sa promulgation ;
- c) il indique la date où la décision entre en vigueur et, le cas échéant, la manière dont l'appel est possible.

### 7.42

Pour la visite canonique ordinaire, on suit la procédure suivante :

- a) Le Supérieur Général informe le Supérieur de l'Unité de la visitation six mois avant avec le nom du visiteur. Le Supérieur de l'Unité met les membres et les communautés au courant de la visitation et propose un itinéraire pour le visiteur.
- b) Si nécessaire, le visiteur est accompagné d'un interprète, d'un secrétaire et d'experts nommés par le Supérieur Général. La Province met à sa disposition tout autre personne nécessaire à l'efficacité de la visite ;
- c) Avant la visite, l'Unité doit s'examiner elle-même sur sa vie communautaire et ses activités apostoliques. Cette étude est basée sur un ensemble de critères d'évaluation publiés par le Généralat. Ces critères ont pour but de mesurer jusqu'à quel point la Province répond aux exigences des Constitutions, du Directoire Général ainsi que des décisions du Chapitre Général, des Statuts et ordonnances de l'Unité. Un rapport de cette auto-évaluation doit être soumis au Supérieur Général, un mois avant la visitation.
- d) Après son arrivée, le visiteur tient conseil

avec le Supérieur de l'Unité et son Conseil,  
visite les maisons des communautés se réunit avec  
et sollicite les points de vues des membres  
et aborde d'autres sujets selon les besoins.

- e) Le visiteur écoute attentivement  
le Supérieur de l'Unité et son Conseil  
ainsi que toutes les parties dans chaque matière discutée.
- f) A la fin de la visitation, le visiteur rencontre le Supérieur de l'Unité  
et son Conseil pour donner un rapport oral  
et solliciter leurs commentaires.
- g) Le visiteur présente un rapport écrit  
au Supérieur Général et à son Conseil.  
Après discussion au Généralat, le Supérieur Général envoie une lettre  
avec ses observations et recommandations  
ou directives au Supérieur de l'Unité.  
L'Unité prend les mesures nécessaires  
pour mettre en application les recommandations.

#### 7.43

Le Supérieur Général peut initier une visite exceptionnelle  
afin d'investiguer et examiner des points spécifiques dans l'Unité.  
Le Supérieur Général, avec le vote consultatif de son Conseil,  
nomme le visiteur et donne les directives appropriées pour la visite.  
Il informe le Supérieur de l'Unité du nom du visiteur  
et les raisons de sa visite.  
Le visiteur rapporte au Supérieur Général  
ses constatations et ses recommandations.  
Le Supérieur, avec le consentement de son Conseil,  
décide de l'action éventuelle à prendre  
et communique sa décision au Supérieur de l'Unité.

### ***LES OFFICES ET LES COMMISSIONS, L'ÉCONOME GÉNÉRAL***

#### 7.44

L'Économe Général est élu par le Chapitre Général  
de la même façon que les conseillers généraux.  
Il doit être consulté lorsque le Généralat discute des problèmes financiers.  
Les règles précisent ses autres tâches. Il doit :

- a) préparer un plan financier biennal  
des opérations pour le Généralat et l'adapter d'année en année.
- b) rassembler les documents financiers  
de toute la Société et ses agences ;
- c) servir d'intermédiaire entre le Généralat  
et la Commission Internationale des Finances.

### ***LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DES MISSIONS***

#### 7.45

Le Secrétaire Général des Missions  
est responsable pour les matières où sont impliquées  
les unités administratives missionnaires.  
S'il n'est pas membre du Généralat,  
il doit être invité à toutes les réunions  
où les affaires concernant les missions sont débattues.  
Il fait en sorte que l'intérêt dans nos unités missionnaires se développe,  
demande du personnel pour elles par l'intermédiaire du Supérieur Général  
et supervise la préparation du personnel missionnaire.  
Il coopère avec les directeurs provinciaux  
des Missions et entretient des relations  
avec les Organismes de financement ecclésiastiques, privés et publics.

#### 7.46

Les Supérieurs des Unités missionnaires  
soumettent leurs budgets pour l'année à venir

au Secrétaire Général des Missions pas plus tard que le 15 décembre.  
 Le Secrétaire Général des Missions soumet ces budgets à la réunion des directeurs des procures des missions, réunion qu'il convoque et organise et qu'il préside.  
 Cette réunion se tient avant la fin février et elle fixe le montant que les procures des missions sont à mesure de contribuer à ces budgets.  
 Le Secrétaire Général des Missions soumet alors les résultats de la réunion au Généralat pour approbation, qui doit être donné avant le 31 mars.  
 Le Généralat, après consultation avec les directeurs des procures des missions, décide quelles Unités bénéficieront de l'aide financière des procures des missions.  
 Si les directeurs des procures des missions ne sont pas en mesure de couvrir tous les budgets de ces Unités, le Généralat recherche des moyens pour couvrir ce qui manque.  
 Les Supérieurs des Unités missionnaires soumettent leurs bilans au Secrétaire Général des Missions.  
 Les directeurs des procures des missions dressent un rapport annuel sur la procure des missions de leur province, rapport qu'ils remettent au Secrétaire Général des Missions.  
 Le Secrétaire Général des Missions soumet tous les documents financiers concernant les Unités missionnaires à la Commission Internationale des Finances pour son information.

### **LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL**

#### **7.47**

Le Secrétaire général rédige les procès-verbaux des réunions du Conseil Général, les conserve et contresigne tous les documents officiels du Généralat.

Il coordonne :

- a) le travail du staff du secrétariat du Généralat ;
- b) la publication du matériel pour le Généralat, y compris la publication des *Annales*, qui paraît une fois par an et qui contient les communiqués officiels, les rapports du Généralat et d'autres articles intéressant toute la Société ;
- c) la publication régulière de *Informations*, bulletin d'informations courantes ;
- d) la traduction des rapports et des directives ;
- e) les échanges d'informations entre Provinces ;
- f) la communication des informations concernant la Société à ceux qui sont responsables des relations publiques dans les Provinces.

#### **7.48**

Il est assisté dans son travail par un archiviste bien formé et si nécessaire par d'autre personnel également bien formé.

#### **7.49**

L'archiviste général rassemble le matériel de l'histoire de la Société, le range, le conserve aux archives générales et le rend disponible pour fin d'étude conformément aux règles des archives de la Société.  
 Il promeut et coordonne la coopération entre les archivistes provinciaux pour que les archives soient bien classées et conservées pour le bien de toute la Société.  
 Trois copies de toute publication faite par des membres et tout matériel publié concernant la Société doivent être envoyés à l'archiviste général.  
 Des directives spécifiques sont données dans les Statuts Provinciaux.



**LE PERSONNEL DU GÉNÉRALAT****7.50**

Pour le recrutement des officiers et des collaborateurs du Généralat, le Supérieur Général suit les procédures suivantes :

- a) il informe les Supérieurs Provinciaux des besoins du Conseil Général et demande des membres qualifiés ;
- b) si un membre accepte de travailler pour le Généralat, le Supérieur Général, le Supérieur Provincial et lui-même signent un contrat. Ce contrat contient une description de son travail, son statut légal dans la communauté, la durée de son service et la manière dont son contrat prendra fin ;
- c) si le Supérieur Général n'arrive pas à trouver assez de religieux qualifiés comme membres de son personnel, le Généralat a le droit d'embaucher d'autres personnes.

**LES COMMISSIONS INTERNATIONALES DE LA SOCIÉTÉ****7.51**

Un Chapitre Général peut établir par ordonnances, les Commissions nécessaires pour accomplir le travail du Généralat. En préparation du prochain Chapitre Général, le Généralat veille à ce qu'il y ait une évaluation d'efficacité de chaque commission.

**7.52**

Les présidents des commissions internationales sont nommés par le Supérieur Général avec le consentement de son Conseil.

Les membres du Généralat peuvent présider ces commissions, à l'exception de la commission Internationale des Finances.

**7.53**

Toutes les dépenses des commissions internationales sont incluses dans le budget du Généralat.

**7.54**

La Commission Internationale des Finances est une Commission permanente de la Société composée de trois membres élus par le Chapitre Général selon les procédures suivantes :

- a) le nouveau Généralat propose des candidats pour la Commission après avoir consulté les Supérieurs provinciaux. Le Chapitre Général les élit de la même manière que les Conseillers Généraux ;
- b) si dans la Commission Internationale des Finances, un poste devient vacant, le Supérieur Général avec le consentement de son Conseil nomme un nouveau membre.

**7.55**

Les tâches de la Commission des Finances sont les suivantes :

- a) prodiguer des conseils au Généralat en toute matière de financements importants ;
- b) recommander au Généralat toute transaction relevant de l'administration extraordinaire de plus de 250.000 euros ;
- c) recommander au Généralat l'approbation de contracter des dettes par le Généralat ou les provinces de plus de 250.000 euros ;
- d) examiner les budgets des Unités administratives dépendantes du soutien financier au niveau international, et élaborer un rapport pour le Généralat, le Synode Général et le Chapitre Général ;



- e) examiner le rapport financier annuel du Généralat et de toutes les provinces et en rendre compte au Généralat, au Synode Général et au Chapitre Général ;
- f) initier les procédures suivantes si elle estime qu'une Unité connaît des difficultés financières ou mène des politiques fiscales douteuses :
  1. la commission des finances entend l'Unité impliquée, puis fait des recommandations au Supérieur Général et à son Conseil;
  2. après que le Supérieur Général, avec le consentement de son Conseil, ait approuvé les recommandations ou ait émis des directives, l'Économe Général en informe l'Unité ;
- g) recommander des solutions au Généralat si elle juge que le Généralat a des difficultés financières, et en faire rapport au Synode Général si nécessaire ;
- h) réviser chaque année le plan financier biennal des opérations du Généralat et calculer les sommes que les diverses provinces doivent verser pour soutenir le Généralat pour l'année fiscale suivante.

### **LA RÉSIDENCE DU GÉNÉRALAT**

#### **7.56**

Tous les membres du Généralat habitent Rome à la maison généralice internationale ou aux alentours. Cette maison peut servir aussi de maison d'études internationales.

#### **7.57**

Comme cette maison n'appartient à aucune province, les membres de sa communauté ont le droit,

conformément aux normes du Directoire Général, de formuler des statuts particuliers adaptés à leur mode de vie et de participer à l'élection de leur propre direction.

#### **7.58**

Le conseil d'appel pour la communauté vivant à la maison généralice se compose des membres du Généralat. Si un ou plusieurs membres du Généralat sont impliqués dans un appel, ils ne voteront pas.

### **LES PROVINCES, LES PRO-PROVINCES ET LES VICARIATS**

#### **7.59**

D'habitude, une province coïncide avec un territoire bien déterminé. Mais elle peut avoir des communautés en dehors de ce territoire avec l'accord des autres provinces concernées. En accord avec le Droit universel et le Droit propre, une province a le droit de :

- a) déterminer sa propre forme de direction ;
- b) incorporer des membres dans la province, et ainsi dans la Société ;
- c) diriger sa vie communautaire, son apostolat et sa formation ;
- d) ériger des maisons après consultation et supprimer des maisons avec l'approbation du Supérieur Général avec le consentement de son Conseil ;
- e) traiter toute autre question conformément à nos règles et aux ordonnances d'un Chapitre Général.

#### **7.60**

Une pro-province a le droit de déterminer, en accord avec le droit universel et le droit particulier, sa propre forme de gouvernement, d'incorporer des membres dans la pro-province et de diriger sa vie communautaire.

Le Généralat s'applique à aider la pro-province à se développer, particulièrement dans le domaine de recrutement, de formation et d'apostolat. La pro-province établit ou supprime des maisons avec le consentement du Généralat.

### 7.61

Un vicariat tombe sous l'autorité du Généralat et a sa propre forme de gestion, incorpore des membres dans la Société et gère sa vie communautaire selon ses propres Statuts.

- a) La relation du Supérieur Général avec un vicariat est analogue à celle d'un Supérieur Provincial avec sa province. Le Supérieur Général a la responsabilité de déléguer à un certain Supérieur de Vicariat les compétences administratives spécifiques d'un Supérieur Provincial que le Supérieur Général juge appropriées à la personne au lieu et à l'endroit.
- b) La contraction de dettes, la vente ou l'achat de biens immobiliers, et toute transaction de plus de 25.000 euros doit être approuvée par le Supérieur Général avec le consentement de son conseil.
- c) Un membre du conseil général assiste à un Chapitre du vicariat, si possible le conseiller qui est la personne de contact avec le vicariat.

### 7.62

Une région est une section géographique d'une province, soumise aux Statuts de cette province et établie par une charte qui lui est accordée par le Supérieur Provincial avec son Conseil.

Les droits et les devoirs de la région sont précisés dans cette charte qui fait partie intégrante des Statuts de la province.

### 7.63

Les Unités soumettent le plus tôt possible les procès-verbaux ainsi que les actes officiels du Chapitre de l'Unité, d'une assemblée ou synode au secrétariat général. Les procès-verbaux des réunions du Conseil de l'Unité ou leur résumé sont aussi envoyés au Généralat.

### 7.64

Sous la direction ou avec la coopération du Supérieur Général, les Supérieurs provinciaux d'une même aire culturelle ou géographique peuvent coordonner leur personnel, leurs activités et leurs ressources financières, quand eux-mêmes ou toute la Société peuvent tirer profit de cet effort conjoint.

### 7.65

Chaque fois qu'il est profitable, le personnel administratif et les commissions de diverses provinces se rencontrent et échangent des informations en vue d'une meilleure coopération mutuelle.

### 7.66

Les Supérieurs des Unités, soit de leur propre initiative, soit à la demande du Supérieur Général, peuvent effectuer des transferts des membres d'une Unité à une autre pour une période déterminée ou définitivement.

Lors d'un tel transfert :

- a) l'opinion du membre concerné est entendue par les Supérieurs de deux Unités.

- b) un contrat entre les Supérieurs de deux Unités spécifie la durée du transfert, les raisons du transfert, les dispositions de résiliation et toute autre information pertinente.
- c) Une condition *sine qua non* pour un transfert permanent vers une autre Unité est que le membre doit avoir travaillé dans la province d'accueil durant une période raisonnable.
- d) Le consentement de deux conseils est exigé.  
Le membre et les deux Supérieurs des Unités signent le contrat.  
Une copie est gardée par chaque partie, et une autre est envoyée au Généralat.

**7.67**

Les Statuts provinciaux spécifient l'autorité compétente qui effectuera aux Statuts provinciaux et aux ordonnances provinciales les modifications nécessaires et/ou demandées par le Généralat dans l'intervalle entre deux Chapitres provinciaux.

**7.68**

Les Statuts provinciaux contiennent des normes garantissant que les programmes et les directives de la Société internationale seront soutenus par les offices, les programmes, le personnel et/ou l'argent nécessaire.

**L'ADMINISTRATION DES BIENS MATÉRIELS****7.69**

L'argent et les biens qui nous sont donnés ne peuvent être utilisés que conformément à la volonté du donateur. Si cet argent ne devient pas notre propriété, par exemple, si l'argent est donné pour la mission, il sera administré séparément.

**7.70**

Tout argent appartenant à nos communautés

doit être noté dans le livre de comptabilité officiel et gardé dans un fond commun.

**7.71**

Les Supérieurs et les Économes locaux consultent la communauté et respectent ses décisions pour les dépenses dépassant les frais de fonctionnement quotidien. Dans de tels cas, on prend aussi en considération la situation financière de la province et de la Société dans son ensemble. Les Statuts provinciaux donnent d'autres spécifications.

**7.72**

Les membres chargés de l'administration des biens matériels les gèrent comme un service rendu à la communauté. A des dates bien déterminées, ils en donnent un rapport détaillé conformément à nos règles. Normalement les charges de Supérieur et de l'Économe ne peuvent pas être jumelées. Pour les provinces, les Statuts contiennent d'autres détails.

**7.73**

Les Statuts provinciaux précisent dans quelle mesure les communautés et les membres vivant seuls peuvent disposer des biens matériels propres et de quelle manière ils en rendront compte à la province.

**7.74**

Chaque Unité a une commission de finances élue par le Chapitre et dont les membres ne font pas partie du Conseil de l'Unité. L'économe de l'Unité participe aux réunions de la commission sans droit de vote. Les Statuts de l'Unité spécifient les responsabilités de la commission.

## 7.75

La gestion financière de toutes les activités apostoliques, y compris celles qui sont réalisées par une communauté comme telle, doit autant que possible rester séparée de celles des biens de la communauté pour permettre de mieux distinguer les implications financières de notre apostolat et de mieux évaluer notre propre attitude à l'égard de la pauvreté.

## 7.76

Les Trésoriers ont la tâche de :

- a) ranger dans des dossiers tous les documents relatifs aux contrats et à la fiscalité ;
- b) tenir un inventaire et une évaluation à jour de tous les biens mobiliers et immobiliers ;
- c) tenir un cahier spécial des intentions de messes, précisant le nombre des messes à célébrer, les intentions, les offrandes et les messes célébrées. Tout cela est régulièrement contrôlé par le Supérieur ou son délégué.
- d) dresser une liste des obligations résultant de dotations reçues et de toute augmentation éventuelle ;
- e) établir un rapport mensuel et un bilan annuel ;
- f) préparer le budget annuel ;
- g) faire vérifier les comptes ; ceci peut être fait par un expert-comptable officiel, une commission *ad hoc* ou par un niveau administratif supérieur.

## 7.77

Les rapports financiers des provinces et de l'Économe Général sont soumis aux contraintes suivantes :

- a) le rapport financier préparé par un expert-comptable est envoyé à l'Économe Général dans les neuf mois

suivant la fin de l'exercice fiscale de l'Unité.

Si ce n'est pas possible, une explication devra être donnée à l'Économe Général.

- b) l'Économe Général examine soigneusement les rapports financiers annuels des provinces. Si nécessaire, il demande des explications. Il présente ces rapports, conjointement au rapport du Généralat, tous ces rapports étant convertis en une monnaie commune, au Généralat et à la Commission Internationale des Finances, qui les examineront.
- c) l'Économe Général soumet ce bilan consolidé et celui du Généralat avec le rapport de la Commission des Finances, au Synode Général lors de sa prochaine réunion, ou au Chapitre Général.

## 7.78

L'Économe Général a le droit d'inspecter

l'administration financière des Unités et celle des maisons qui sont directement sous la tutelle du Généralat.

Toute recommandation faite par lui

sur base de cette inspection doit être approuvée par le Supérieur Général avec le consentement de son Conseil.

Il informe le Supérieur Provincial et l'Économe de ces recommandations avant de les soumettre au Généralat.

## 7.79

Les actes administratifs extraordinaires sont les suivantes :

- a) acheter ou vendre des terres, bâtiments ou d'autres propriétés de valeur ;
- b) acheter de l'équipement de longue durée (des installations techniques) sauf en cas de remplacement ;

- c) rénover ou agrandir des bâtiments ;
- d) hypothéquer des propriétés ou contracter des dettes ;
- e) changer la destination d'un bien immobilier, par exemple en louant ou en donnant à bail une propriété de la Société à un étranger ;
- f) accepter de se porter garant, accepter la tutelle et des donations entraînant des obligations.

**7.80**

Les transactions financières de l'administration extraordinaire suivent la procédure suivante :

- a) les Statuts provinciaux déterminent la somme à partir de laquelle une communauté locale a besoin du consentement du Supérieur Provincial avec le consentement de son Conseil ;
- b) une province ou le Généralat peut faire, de sa propre autorité des transactions financières jusqu'à 250.000 euros ; mais pour une transaction de plus de 250.000 euros, l'approbation du Supérieur Général avec le consentement de son Conseil, avec recommandation de la Commission des Finances est nécessaire ;
- c) si le Généralat ou une Province veut contracter une dette de plus de 250.000 euros le consentement de deux tiers des membres du Généralat, la consultation du Synode Général et la recommandation de la Commission des Finances sont nécessaires ;
- d) dans tous les cas, il faut veiller à ce qu'aucun autre niveau administratif ne soit ainsi alourdi ;
- e) le Généralat et les provinces doivent observer les prescriptions du Saint-Siège

pour les différents pays précisant pour quel somme ont-ils besoin de l'approbation spéciale du Saint-Siège.

**7.81**

Les Unités doivent verser leurs contributions au Généralat le plus vite possible après le 1er janvier.

Au moins la moitié devra être payée avant la fin du mois de Mai et la deuxième partie pas plus tard que la fin du mois de Septembre. Si une Unité ne parvient pas à y arriver, l'économe de l'Unité écrit une lettre d'explication à l'Économe Général.

**7.82**

Si et quand des propriétés achetées et construites avec des fonds de la Société Internationale sont vendues à l'avenir, l'argent doit être restitué au Généralat proportionnellement au montant de la contribution de la Société Internationale par rapport au coût total. Les montants de la contribution originale de la Société Internationale doivent apparaître sur les bilans de l'Unité afin de vérifier leur existence pour l'avenir. Les sommes retournées au Généralat, issues de la vente de biens situés dans un territoire qui à l'origine, était un territoire de mission, seront réinvesties dans les missions.

**7.83**

Une Unité donne au moins 20% du produit de la vente de biens immobiliers au Généralat pour les missions salvatoriennes, les Unités en expansion ou de nouvelles fondations. Les revenus des immobiliers vendus pour être réinvestis dans des biens immobiliers

productifs de revenus sont exemptés.

Les biens immobiliers vendus pour être réinvestis dans d'autres apostolats de l'Unité sont exemptés.

#### 7.84

Toutes les Unités consacrent au moins un pourcent de leur revenu brut aux œuvres de la mission salvatorienne par le biais de leur propre procure de mission, qui constitue une expression de solidarité et de coresponsabilité ainsi qu'un signe de pauvreté vécue. En outre, ils contribuent à hauteur de un pourcent de leur revenu brut à la constitution du Fonds de Financement François Jordan. Le respect de ces obligations doit se refléter dans leurs rapports annuels, à l'aide des formulaires fournis par l'Économe Général.

### **FONDS DU GÉNÉRALAT**

#### 7.85

Le Généralat doit épargner un fonds d'une valeur de 250.000 euros. Les intérêts de ce fonds peuvent être utilisés soit pour les dépenses courantes du Généralat, soit pour constituer le fonds lui-même. La recommandation de la Commission Internationale des Finances est requise avant l'utilisation du capital de ce fonds.

#### 7.86

Le Fonds de Solidarité existe pour aider les Unités dans le besoin ou pour entreprendre des projets nécessaires.

- a) Un pourcentage du revenu brut des Unités sera transféré annuellement au Fonds de Solidarité.

Le pourcentage est déterminé par un Synode Général ou un Chapitre Général.

- b) Les demandes d'aide financière auprès du Fonds de Solidarité seront présentées au Généralat par l'intermédiaire de l'Économe Général. Le Généralat analyse attentivement la demande et la présente ensemble avec le résultat de son analyse à la Commission Internationale des Finances pour sa recommandation. Ce n'est que sur recommandation de la Commission Internationale des Finances que le Généralat peut approuver définitivement le projet et le montant des fonds à octroyer.
- c) Si la somme demandée au Fonds de Solidarité est supérieure à celle disponible, le Généralat peut solliciter l'aide des provinces. Le Généralat peut donner son approbation après avoir reçu des provinces le montant de leurs dons spécifiques.

#### 7.87

le Fonds de Projets est un sous-compte utilisé par le Généralat pour comptabiliser les grands projets et les dépenses extraordinaires. La principale raison de ce sous-compte est de maintenir ces dépenses séparément de l'administration générale de la Société et de la Maison-Mère. Tous les revenus de location de l'hôtel, des magasins, etc.; situés dans la Maison-Mère seront comptabilisés dans le Fonds de Projets.

**7.88**

Le Fonds de dotation Père François Jordan

a les objectifs suivants :

- a) financer la formation initiale dans les Unités en expansion ;  
aider aux frais administratifs du Généralat;  
accorder des prêts financiers  
pour le renouvellement de la Maison-Mère;  
acquérir du patrimoine dans les Unités en expansion.
- b) le Supérieur Général avec le consentement de son Conseil,  
la recommandation de la Commission  
Internationale des Finances (CIF)  
et de l'Économe Général, déterminent l'allocation d'investissement  
(p.e. comment l'on investit un capital).  
La CIF et l'Économe Général recommanderont  
aussi au Généralat où investir l'argent.  
Les subventions annuelles ne seront pas  
supérieures à 5% de la moyenne mobile  
sur trois ans de la valeur du fonds.  
Le Supérieur Général avec le consentement de son Conseil,  
suivant la recommandation de la CIF  
et de l'Économe Général,  
approuvera les subventions et les prêts.

**CHAPITRE VIII****NOS RÈGLES ET LEUR BUT, LEUR CARACTÈRE  
OBLIGATOIRE ET LEUR INTERPRÉTATION****8.1**

La langue officielle des Constitutions  
et du Directoire Général est l'Anglais.

**8.2**

C'est le Généralat qui approuve  
les traductions du texte officiel.

